

ANNUAIRE FRANÇAIS
DE
RELATIONS
INTERNATIONALES

2016

Volume XVII

**PUBLICATION COURONNÉE PAR
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)



Université Panthéon-Assas
Centre Thucydide

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

COORDONNÉE PAR

ANNE DULPHY (*)

(*) Maître de conférences à l'Ecole polytechnique (France) et à l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences-Po, France), chercheur rattachée au Centre d'histoire de la Fondation nationale des Sciences politiques (France).

SOMMAIRE

Prix Albert Thibaudet

- Jean-Claude COUSSERAN / Philippe HAYEZ, *Renseigner les démocraties, renseigner en démocratie*, Odile Jacob, Paris, 2015, par Michel Leymarie

Notes de lecture

- Thierry BAUDET, *Indispensables frontières. Pourquoi le supranationalisme et le multiculturalisme détruisent la démocratie*, Editions du Toucan, Paris, 2015, par Yves Gounin

- Johann CHAPOUTOT, *La Loi du sang. Penser et agir en nazi*, Gallimard, Paris, 2014, par Pierre Morel

- Georges CORM, *Pensée et politique dans le monde arabe. Contextes historiques et problématiques*, La Découverte, Paris, 2015, par Nicolas Haupais

- Alain DEJAMMET, *Boutros Boutros Ghali – Une histoire égyptienne*, Editions Erick Bonnier, Paris, 2015, par Serge Sur

- Michel ELTCHANINOFF, *Dans la tête de Vladimir Poutine. Essai*, Solin/ Actes Sud, Paris, 2015, par Jacques Fontanel

- Patrick FRANCESCHI, *Mourir pour Kobané*, Equateurs, Paris, 2015, par Antoine Compagnon

- Jacques FRÉMEAUX, *La Question d'Orient*, Fayard, Paris, 2014, par Serge Sur

- Fabrice MONNIER, *Atatürk. Naissance de la Turquie moderne*, CNRS Editions, Paris, 2015, par Yves Boyer

- Thierry DE MONTBRIAL, *Une goutte d'eau et l'océan – Journal d'une quête de sens*, Albin Michel, Paris, 2015, par Serge Sur

PRIX ALBERT THIBAUDET

Le prix Albert Thibaudet a été créé au printemps 2008. Il porte le nom d'un écrivain connu pour ses travaux de critique littéraire, d'histoire des idées politiques et de relations internationales. Albert Thibaudet (1874-1936) est notamment l'auteur de *La Campagne avec Thucydide* (1922), comparaison entre la Grande Guerre et la guerre du Péloponnèse. Le prix qui l'honore est remis à l'auteur d'un ouvrage récent en langue française, consacré notamment aux relations internationales.

En 2015, il a été décerné à Jean-Claude Cousseran et Philippe Hayez pour *Renseigner les démocraties, renseigner en démocratie*, publié par les éditions Odile Jacob en 2015.

Jean-Claude COUSSERAN / Philippe HAYEZ, *Renseigner les démocraties, renseigner en démocratie*, Odile Jacob, Paris, 2015, 374 p.

Le renseignement, qui tient une place essentielle parmi les fonctions régaliennes de l'Etat, a vu son rôle s'accroître ces dernières années dans plusieurs domaines : relations internationales, diplomatie ou compétition économique, opérations militaires et lutte contre le terrorisme. Alors que cette dernière constitue désormais la mission prioritaire des agences en raison du nombre d'attentats perpétrés depuis plusieurs décennies et des menaces qui perdurent, le renseignement pose de nombreuses questions d'une grande actualité aux Etats comme aux citoyens, qui découvrent l'étendue des interceptions électroniques des communications mondiales et demandent souvent une transparence plus grande de l'activité des services. Même si l'article 15 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 pose que « *la société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration* », le renseignement n'échappe-t-il pas à cette obligation ?

Les révélations d'Edward Snowden, la surveillance mondiale du *Web*, la mise au jour d'importantes collectes de données ou d'espionnage menées par diverses agences comme la NSA, les liens entre services secrets états-unien et allemands suscitent bien des interrogations et des débats, comme cela fut le cas en France au Parlement lors de la discussion du projet de loi. Dans le même temps, le *New York Times*, dans un article du 31 mars 2015 intitulé « *The French surveillance state* », met en garde contre les dérives d'un *Patriot Act* à la française. Aux Etats-Unis même, l'*US Freedom Act* entend désormais limiter le pouvoir de surveillance des agences.

L'ouvrage de Jean-Claude Cousseran et Philippe Hayez, issu d'un enseignement dispensé à Sciences-Po Paris, est de ce fait particulièrement bienvenu, ne serait-ce que parce qu'il présente les enjeux théoriques et les aspects institutionnels du renseignement contemporain. Les auteurs sont des spécialistes de la question : le premier, diplomate et spécialiste du monde arabo-musulman, a été le premier directeur de la stratégie de la Direction générale de la sécurité extérieure entre 1989 et 1992 ; le second, magistrat à la Cour des comptes, a exercé diverses fonctions aux ministères des Affaires étrangères et de la Défense. *Renseigner les démocraties, renseigner en démocratie* pose dès l'introduction de nombreuses questions auxquelles il est répondu dans les quatorze chapitres suivants ; il tient les promesses de son titre car, si ce n'est quelques rapports parlementaires, il n'existait pas jusqu'ici en France d'ouvrage présentant une vue d'ensemble des diverses problématiques actuelles associées à l'organisation des activités de renseignement et à leur contrôle démocratique.

La documentation, considérable, fondée sur une bibliographie en grande partie anglo-saxonne, met à la disposition du lectorat français des analyses et des chiffres récents, souvent épars ou méconnus, comme la liste des dix premiers budgets nationaux consacrés au renseignement (dans l'ordre, Etats-Unis, Japon, Chine, Russie, Royaume-Uni, Italie, Mexique, Corée du Sud, France, Allemagne) ou la part que la France lui accorde en 2014 : près de 2 milliards d'euros et environ 13 000 personnes dans ses services, civils et militaires. La dimension historique du sujet n'est pas négligée car diplomatie et renseignement, confondus jusqu'au XVIII^e siècle, sont aujourd'hui moins concurrents que collaborateurs et mutuellement dépendants.

Le cœur du livre traite de l'évolution contemporaine, de la collecte et du traitement des informations par des modes variés (entre autres, Internet, l'action ouverte ou clandestine), de l'organisation et du pilotage des administrations et des services compétents, de la coopération internationale, parfois difficile. L'approche comparatiste permet de cerner la spécificité et la diversité des cultures politiques et stratégiques nationales, l'ampleur et les limites des échanges entre les différents acteurs.

Le livre donne une liste des attentats « emblématiques » depuis 1945, propose d'utiles encarts sur les révélations d'E. Snowden, le renseignement américain « *dans le brouillard de la crise de Cuba* », les errements de la CIA entre 1950 et 1975, revient sur plusieurs insuffisances d'évaluation ou sur quelques échecs (l'Afghanistan, la révolution iranienne ou l'armement de Saddam Hussein), éclaire la question récurrente de la date à laquelle l'Iran pourrait disposer de la bombe nucléaire.

Les derniers chapitres – en particulier le chapitre 14 – se penchent sur la mutation du renseignement au profit de la défense et sur l'intelligence économique. Les auteurs plaident pour un nécessaire encadrement du renseignement au service des entreprises. Pour eux, dans un contexte profondément renouvelé, la démarche éthique est une exigence renforcée et

la légalité, tant intérieure qu'extérieure, doit demeurer « *le socle paradoxal du renseignement* ». Pour finir, Jean-Claude Cousseran et Philippe Hayez font de la « *trame de contrôle* » politique des services un impératif catégorique mais à vrai dire complexe.

L'importance de la documentation de *Renseigner les démocraties, renseigner en démocratie*, la clarté du propos, l'humour parfois et les nombreuses références ou citations (de Platon ou Confucius à Umberto Eco...) rendent agréable la lecture d'un livre qui permet d'éclairer le débat public et constitue un apport réel à la réflexion sur la dialectique de la sécurité et de la liberté.

Michel Leymarie

NOTES DE LECTURE

Thierry BAUDET, *Indispensables frontières. Pourquoi le supranationalisme et le multiculturalisme détruisent la démocratie*, Editions du Toucan, Paris, 2015, 592 p.

Sur les plateaux de Canal Plus et de France 2, dans les colonnes du *Figaro* – où Eric Zemmour lui consacre une recension élogieuse –, de *L'Express* – où son *interview* est toutefois précédée d'un avertissement précisant que sa voix est « contraire à la ligne éditoriale » de l'hebdomadaire –, du *Monde* – où Jean-Pierre Stroobants le présente comme le « maître à penser des nouveaux conservateurs » – ou du *Point*, on fait grand cas du livre de Thierry Baudet. Néerlandais – comme son nom ne l'indique pas –, professeur de Droit public à l'Université de Leyde, il est l'auteur d'un ouvrage roboratif de près de 600 pages, qui constitue une impressionnante démonstration en faveur du souverainisme. Publié aux Pays-Bas en 2012, traduit en français trois ans plus tard, ce livre nourrit – même si l'auteur se définit comme un « conservateur social-libéral » – la droite nationaliste, à rebours du discours dominant humaniste et internationaliste.

Il ne s'agit pas d'un pamphlet populiste mais d'une rigoureuse démonstration juridique. Avec une belle audace, ce jeune professeur né en 1983 entend se placer sur le même terrain que les grands penseurs de l'Etat de droit, dont il critique systématiquement les constructions : le contrat social de Rousseau, l'universalisme de Sieyès, la théorie de la justice de Rawls, le patriotisme constitutionnel de Habermas...

Indispensables frontières est d'abord, comme son titre l'indique, un plaidoyer en faveur des frontières rongées par la mondialisation. Régis Debray en a fait l'éloge (1). Pascal Bruckner aussi (2), qui signe en préface à l'édition française du livre de Thierry Baudet une véritable ode à la réhabilitation des frontières : « [La frontière] sépare autant qu'elle réunit, elle est la porte qui ferme autant que la passerelle qui relie [...] Etablir une frontière, ce n'est pas un acte d'hostilité mais volonté de bon compagnonnage » (p. 11).

L'Union européenne est, plus que la mondialisation encore, le chef d'orchestre honni de ce projet historique de dissolution des frontières. C'est par sa faute, nous dit Thierry Baudet, que les frontières intra-européennes ont été démantelées, plongeant les peuples dans une sorte

(1) Régis DEBRAY, *Eloge des frontières*, Gallimard, 2010.

(2) Pascal BRUCKNER, *Le Vertige de Babel : cosmopolitisme ou mondialisme*, Arléa, 1994.

d'anomie identitaire : orphelins de leur identité nationale et dotés, contre leur gré, d'une identité européenne dépourvue de consistance. C'est par son incapacité à gérer les frontières extra-européennes que l'Europe, ouverte à tous les vents, n'est plus capable de réguler ses flux migratoires et de protéger ses ressortissants des menaces extérieures. Pour Thierry Baudet, chaque nation a son identité propre, irréductible à celle de ses voisines. Selon lui, la force de l'Europe réside dans sa diversité et c'est cette diversité que la construction européenne menace par son lent et insidieux projet d'harmonisation. Cette construction européenne, soutient-il, ne constitue pas un progrès, mais une régression : « *Les Etats-nations ont entamé un processus de dissolution pour se fondre à nouveau dans les empires pan-nationaux qui avaient caractérisé le Moyen Age* » (p. 353). Il récuse l'argument pacifiste : la construction européenne, affirme-t-il, n'a pas apporté la paix à l'Europe, qui est le résultat d'autres facteurs, au premier rang desquels il place le parapluie nucléaire américain. A l'appui de cette thèse, il invoque les rêves paneuropéens d'Hitler, à l'origine de la Seconde Guerre mondiale. L'argument est audacieux, qui, d'une part, oublie vite la Première Guerre mondiale et ses causes et, d'autre part, place sur le même plan l'invasion de la Pologne en 1939 et l'achèvement du marché intérieur en 1992.

Toutefois, le titre français n'épuise pas le sujet du livre. *De aanval op de natiestaat* (« L'attaque contre l'Etat nation ») a pour sujet l'Etat-nation. Le concept a été forgé aux XVI^e et XVII^e siècles contre l'universalisme impérial et chrétien par le bornage des frontières et l'imposition de la loi exclusive du monarque sur son royaume. Il constitue, selon l'auteur, le lieu où s'exprime la souveraineté et où se forge l'identité. Or la souveraineté lui apparaît aujourd'hui menacée par le supranationalisme, l'identité par le multiculturalisme. *Indispensables frontières* est une charge argumentée contre ces deux phénomènes qui, le premier par le haut, le second par le bas, menacent l'Etat-nation.

Thierry Baudet fait remonter l'origine du supranationalisme à la pensée des Lumières. Elle se nourrit de la croyance en un humain transcendant les particularismes. Thierry Baudet récuse cette approche « universaliste éclairée » (p. 109). Avec Joseph de Maistre et avec les philosophes anti-Lumières (3), l'auteur estime qu'« *il n'y a point d'homme dans le monde* » (p. 112). Reprenant à son compte la distinction ami/ennemi qui structure la pensée de Carl Schmitt, il professe la nécessaire séparation entre « nous » et « eux ». Il présente trois tribunaux supranationaux (la Cour pénale internationale, la Cour européenne des droits de l'homme et la Cour internationale de justice) et trois organisations supranationales (l'Organisation mondiale du commerce, le Conseil de sécurité des Nations Unies et l'Union européenne), en leur reprochant d'imposer aux Etats leur autorité sans être eux-mêmes soumis à aucun contre-pouvoir. Il prône

(3) Zeev STERNHELL, *Les Anti-Lumières*, Fayard, 2006.

un « *cosmopolitisme souverain* », c'est-à-dire le retour à une coopération strictement intergouvernementale sans transfert de souveraineté.

Après le supranationalisme, le multiculturalisme est la seconde menace existentielle qui pèse sur l'Etat-nation. Il a pourtant des origines philosophiques radicalement divergentes : il provient du romantisme allemand et d'une réaction à l'universalisme des Lumières. Il professe le respect des cultures et soutient que leur coexistence pacifique est possible. Thierry Baudet n'est pas de cet avis. Il considère que nos loyautés ne sauraient être plurielles. Dans les frontières d'un Etat, la loi doit s'imposer à tous et ne pas varier en fonction des cultures et des croyances de chacun. L'auteur n'ose pas aller jusqu'à recommander l'éradication des cultures minoritaires. Il prône assez confusément l'avènement d'un « *nationalisme multiculturel* », soit « *une société diverse et pluraliste qui serait néanmoins maintenue par un noyau multiculturel* » (p. 251). Il estime en effet que, parmi les différentes cultures existantes au sein d'un Etat, existe une culture dominante (*Leitkultur*) dont les valeurs fondamentales doivent primer lorsqu'elles rentrent en conflit avec celles de cultures minoritaires. L'incapacité des sociétés occidentales à défendre leur *Leitkultur* témoignerait, selon lui, de l'insidieuse propagation d'un nouveau mal : l'oikophobie – une notion qu'il emprunte à Roger Scruton –, la peur de soi, de sa propre culture et de sa propre identité.

La charge menée par Thierry Baudet contre le supranationalisme n'est pas exempte de démagogie. La Cour européenne des droits de l'homme donne certes parfois l'impression de défendre une culture droits-de-l'homme désincarnée, ignorante des réalités locales. Les mêmes reproches sont régulièrement adressés aux « technocrates bruxellois » de la Commission européenne. Cependant, ces deux institutions n'usurpent pas leur mandat. Elles le tiennent du transfert librement consenti par les Etats membres d'une part de leur souveraineté. Surtout, ces procès en usurpation oublient les réalités d'organisations qui sont conscientes de devoir défendre leur légitimité. L'Union européenne tente, sans toujours y parvenir, de lutter contre le « déficit démocratique » qui lui est reproché en renforçant les pouvoirs du Parlement européen ou en encourageant la subsidiarité par exemple. La Cour européenne des droits de l'homme laisse aux Etats membres une large « *marge d'appréciation* » dans la mise en œuvre des valeurs qu'elle défend : par exemple, l'Italie a le droit d'accrocher des crucifix dans ses salles de classe (*affaire Lautsi c./ Italie*, 2011), la France a le droit de prohiber le port du voile intégral dans l'espace public (*affaire SAS c./ France*, 2014).

La récusation du multiculturalisme n'est guère plus convaincante. Elle constitue une réponse simpliste à une réalité autrement complexe. Le cosmopolitisme de nos sociétés est un fait acquis, héritage de notre histoire, qu'il faut accommoder plutôt que nier. Thierry Baudet dénonce la différenciation des droits et des devoirs en fonction des origines culturelles qui annoncerait l'inexorable dissolution de la communauté nationale. Sa

critique manque de mesure et méconnaît la réalité de l'ordre juridique. Il a tort de généraliser le jugement aberrant, immédiatement critiqué et prestement cassé, rendu en 2007 par un juge du tribunal de première instance de Francfort qui avait refusé d'accorder le divorce à une femme d'origine marocaine battue par son mari au motif que le Coran autorisait les violences conjugales. Que des « accommodements raisonnables » soient possibles, comme au Canada, pour tenir compte des spécificités culturelles de tel ou tel groupe social est une chose, que les valeurs fondamentales communes à l'ensemble de la société nationale ne soient pas respectées en est une autre, comme le montre, en France par exemple, le soin jaloux avec lequel le Conseil d'Etat veille au respect par tous des principes de laïcité et de dignité de la personne humaine.

Croire que les identités diverses des membres de la communauté nationale puissent se fondre dans un creuset commun et accoucher d'une identité homogène partagée par tous est peut-être utopique. Les recettes du *melting pot* américain, qui ont fonctionné, non sans mal, au XIX^e siècle, ne sont peut-être plus d'actualité. La devise américaine (« *E pluribus unum* ») est belle ; mais elle participe d'un volontarisme hors d'âge. La devise européenne (« Unis dans la diversité ») est sans doute moins ambitieuse ; elle n'est pas moins belle ni moins réaliste.

Yves Gounin

Johann CHAPOUTOT, *La Loi du sang. Penser et agir en nazi*, Gallimard, Paris, 2014, 567 p.

On n'aborde pas cet ouvrage sans gravité. D'emblée, l'auteur évoque le procès en 1949 de médecins de Hambourg, accusés d'avoir assassiné 58 enfants « malades », qui déclarèrent inlassablement avoir agi par « humanité » au nom de l'eugénisme et bénéficièrent finalement d'un non-lieu. Horreur datée, cas extrême, science folle ? Sur la base d'environ cinq cents ouvrages et documents de l'époque, analysés pendant dix ans, Johann Chapoutot, auteur déjà confirmé de quatre livres sur l'Allemagne, dont sa thèse remarquée sur *Le National-socialisme et l'Antiquité* (PUF, 2008), s'attache à montrer comment le nazisme s'est construit comme une idéologie rationnelle, cohérente, soucieuse de confirmer sa légitimité par un renversement des valeurs qui libère l'action au nom de la survie de la race.

Aujourd'hui, l'opinion commune voit dans l'idéologie nazie un fatras pseudo-scientifique qui a servi de paravent à une dictature folle et sanguinaire. Johann Chapoutot avance une autre problématique : « *Les actes font sens aux yeux des acteurs. La postérité, elle, ne veut pas ou ne peut pas voir ce sens* ». Il tente donc de « cartographier ce que l'on pourrait appeler l'univers mental dans lequel les crimes du nazisme prennent place et sens ». Les grandes normes idéologiques sont établies, propagées et mises en œuvre autour de trois grands thèmes : la procréation, le combat et le règne.

1. La restauration de la norme germanique originelle, dénaturée par le judaïsme, le christianisme et la Révolution française, passe par une reconstruction juridique qui exalte le droit à la vie de la race allemande face aux « lois » abstraites, mutilantes, qui ont étouffé la force vitale du peuple. Dans cette relecture méthodique, où le jeune et brillant Carl Schmitt va jouer son rôle, l'auteur relève la bienveillance de divers auteurs pour la *common law* anglo-saxonne, donc « nordique », face au juridisme figé du droit romain. Il souligne aussi, de façon plus inattendue, la volonté de démontrer la profanation de la femme allemande par la barbarie chrétienne : pendant neuf ans, une Mission spéciale « Sorcières », composée de 14 chercheurs, va mener son travail dans 280 bibliothèques et inventorier 34 000 cas, mais en vain, puisqu'il en ressort que ces exécutions ont été essentiellement dues à des mouvements paysans ; faute de pouvoir incriminer « scientifiquement » les prêtres et les Juifs, la mission a été interrompue. Le but ultime de cette vaste réévaluation des fondements du droit, qui met en place une « bio nomie » est de déterminer qui a le droit de naître : dès juillet 1933, est lancé un programme de stérilisation, qui va être imposé à 400 000 personnes.

2. La nécessité du combat comme loi de la nature est posée dès le départ par Hitler comme une évidence – « on ne peut rien y changer » – et de nombreux ouvrages vont reprendre le darwinisme social au profit de l'Allemagne, qui doit devenir une « communauté de combat ». Le *primum non nocere* du serment d'Hippocrate est pris en compte, mais désormais réservé au peuple allemand, car ce dernier a été brimé depuis des siècles et doit donc rétablir sa prééminence originelle. L'urgence démographique impose les actions les plus extrêmes. Les juristes justifient les mesures d'exception, « divisions blindées du droit », la police de la pensée contre la « perfidie », la détention de la famille des coupables (*Sippenhaft*), la valeur juridique intrinsèque de l'ordre donné par un supérieur et l'élimination des anormaux pour rétablir l'équilibre interne de la société, puisque la guerre opère une contre-sélection au détriment des meilleurs.

Johann Chapoutot suit de près l'évolution de ce travail idéologique sous l'effet de la guerre. A la veille de l'attaque du 22 juin 1941, il relève les consignes de destruction totale dans les régions envahies, qui assument pleinement l'effet de terreur : c'est une tâche collective « *nécessaire, même si elle est pénible* », et Himmler revient à de nombreuses reprises sur ce point. La consigne est si catégorique, si violente, qu'elle en vient à bousculer le langage : en enjoignant officiellement d'employer « *les moyens les plus extrêmement brutaux* », les organisateurs de l'offensive démontrent malgré eux que « *le discours nazi a excédé les ressources de la langue allemande* ». L'amiral Dönitz n'est pas en reste quand il impose l'abandon des naufragés des navires coulés comme riposte au bombardement des villes allemandes. Toutefois, cet extrémisme suscite des débats internes : les massacres stimulent la formation des groupes de partisans, la politique de la terre brûlée empêche l'exploitation des régions conquises. L'ordre du 6 juin 1941

sur l'exécution systématique des commissaires politiques est rapporté un an plus tard. Le sort effrayant des prisonniers soviétiques laissés dans un abandon total – 3,5 millions meurent en un an sur un total de cinq – suscite la réaction d'Alfred Rosenberg, idéologue du régime et ministre des territoires occupés de l'Est, devant cette « *tragédie d'une ampleur inédite* », car elle décourage les désertions souhaitées, mais il n'est pas suivi.

3. Pour accéder à la suprématie qui lui revient, l'Allemagne doit d'abord contester et détruire l'ordre international établi en 1648 par le Traité de Westphalie, lequel, à la fin de la Guerre de Trente ans, a organisé, le morcellement de l'Allemagne et donc son abaissement. Le Traité de Versailles obéit à la même logique de destruction de la « *force naturelle du peuple allemand* », Clemenceau est le continuateur de Richelieu. Carl Schmitt pose la question : « *pourquoi l'histoire du monde devrait-elle s'arrêter au 28 juin 1919 ?* ». Le sang est plus fort que l'encre, les entités biologiques l'emportent sur les frontières politiques.

Elue par la nature, l'Allemagne a été brimée par l'histoire. Elle doit assurer sa survie en réenracinant la race et abolir ainsi la consécration de « *l'homme de bitume* » pendant la République de Weimar. Dès 1940, la Pologne est le premier terrain d'application du « Plan général Est », qui prévoit la disparition d'une trentaine de millions d'autochtones et programme l'établissement d'un régime semi-féodal des terres, réparties en « fiefs » temporaires puis héréditaires, destinés à une « *nouvelle paysannerie allemande, mur oriental vivant* », en fait des paysans-soldats issus de la SS. Et Himmler, pédagogue infatigable de la violence nécessaire mais raisonnée, reprend son antienne familière à propos du sort des Polonais, voués à l'esclavage en tant que Slaves : « *Quelque cruel et tragique que chaque cas individuel puisse paraître, cette méthode est la plus douce et la meilleure quand on la compare à ce que font les bolcheviks* ».

Les Slaves sont condamnés à l'asservissement et non à la disparition, alors que la guerre plurimillénaire entre le peuple juif et l'humanité nordique impose une radicalité totale : « *Nous devons prendre sur nous de résoudre ce problème à notre époque. Les générations ultérieures ne traiteront certainement pas ce problème avec le courage et l'ardeur qui sont les nôtres* » (Himmler, cité par Goebbels en octobre 1943). Encore et toujours, il s'agit de faire son devoir historique et biologique, quoi qu'il en coûte. Höss, commandant du camp d'Auschwitz, présente après la guerre son argument en deux temps : avant 1939, les camps étaient des « *lieux de rééducation des éléments asociaux [...]* et ont donc rempli une mission précieuse pour notre peuple » ; ensuite, dans la SS, « *nous étions des soldats, au même titre que les trois autres armes de la Wehrmacht* ». Et Goebbels lui-même, en mars 42 : « *On ne doit pas se laisser envahir par la sentimentalité dans ces affaires [...]* C'est un combat à mort entre la race aryenne et le bacille juif ».

Dans sa conclusion, Johann Chapoutot relève l'ambition « titanique » que confirme sa « *coupe transversale de la Weltanschauung nazie* ». Cette volonté de fabriquer une norme spécifique, d'ordre eschatologique,

procède d'une radicalisation extrême d'idées occidentales courantes à l'époque : antisémitisme, racisme colonial, darwinisme social, eugénisme, impérialisme, antibolchevisme. Sa règle en tant qu'historien devant ces textes innombrables, mais aussi les films les plus marquants, a été simple : ne pas les négliger, ne pas les surévaluer. Au terme de ce long parcours, trois constantes se dégagent : la notion d'urgence (*Not*) ; la nature comme source du droit ; et la volonté d'être *konsequent*, sans compromis, pour aller jusqu'au bout. Cet acharnement est effectivement conduit jusqu'à son terme logique : lorsque Speer, songeant à l'après-guerre, émet des objections à l'ordre de destruction des infrastructures allemandes donné par Hitler le 15 mars 1945 pour freiner l'avance soviétique, celui-ci répond que « *les bons sont morts* ». L'échec de la fin de l'autre entraîne la fin de soi.

Ce livre inévitablement austère se distingue d'une abondante production sur ce sujet, qui n'est pas près d'être épuisé. Il faut saluer en effet ce choix exigeant, rigoureux et méritoire, tant la répulsion est immédiate et récurrente, d'aller rechercher dans tous les registres la causalité profonde de comportements monstrueux d'hommes et de femmes souvent ordinaires, qui se croyaient sérieux, honnêtes et cohérents.

Au-delà de la très grande qualité de ce travail d'historien sur la production intensive, méthodique et fatale d'une idéologie totalisante en moins de deux décennies, il faut en outre relever son inquiétante pertinence dans le contexte international actuel, où se propagent l'anomie et le chacun pour soi. L'extrémisme est certes un phénomène récurrent, qui reste le plus souvent marginal. Cela étant, la lecture de cet ouvrage fournit de nombreux éléments reconnaissables dans l'irruption en quelques mois du pseudo-Etat islamique, Da'ech, sur la scène internationale : rejet de la modernité libérale destructrice, renversement des valeurs établies, remontée à l'origine, invocation de la source authentique face aux dérives doctrinales, projet ontologique de « retour à soi », refondation normative, construction d'un grand espace homogène, brutalité maximale pour stupéfier l'ennemi, discours de mort fondé sur l'angoisse de la perte. Le travail exemplaire mené par Johann Chapoutot est aussi éclairant et utile pour aujourd'hui, dans un contexte évidemment très différent.

Pierre Morel

Georges CORM, *Pensée et politique dans le monde arabe. Contextes historiques et problématiques*, La Découverte, Paris, 2015, 345 p.

L'ouvrage de Georges Corm se présente comme une introduction, substantielle, à l'étude de la pensée intellectuelle dans le monde arabe. Il s'agit d'un ouvrage riche, souvent intéressant, sous-tendu par un parti pris assumé qu'il convient immédiatement d'explicitier. Pour l'auteur, la pensée arabe ne saurait se résumer à la question de l'étude de l'Islam en tant que tel. Il existe donc une pensée arabe qui prend en compte l'unité civilisationnelle de cette région et qui n'est pas réductible à la dimension

religieuse : « *Le critère qui sépare une conscience nationale arabe moderne d'une identité exclusivement islamique antinationale est donc bien la prise en compte de la totalité du patrimoine arabe, aussi bien préislamique qu'islamique, ainsi que le legs de la renaissance moderne de la conscience arabe au XIX^e siècle, sous l'impact des idées venues d'Europe. Toute autre approche de l'identité arabe serait une grave amputation de son patrimoine. Elle ramènerait l'idée d'une identité arabe, riche et complexe, au modèle robotique d'un prétendu Homo Islamicus exclusivement confiné à la pratique de rituels religieux et au respect des interdits alimentaires.* » (p. 236). En ce sens, l'islamisation de la pensée arabe est un fait certain de nos jours – que l'auteur regrette vivement –, lié à l'impact de la révolution islamique en Iran qui a profondément interrogé le monde arabe, au dynamisme économique des pays pétroliers qui se trouvent par ailleurs être des régimes souvent très rigoureux sur le plan religieux (Qatar, Arabie saoudite), à la politique des Etats-Unis hostile aux régimes à tendance laïcisante. Toutefois, il n'est, selon Georges Corm, qu'une des dynamiques possibles dans ce monde.

Les mérites de l'ouvrage sont nombreux. En particulier, la connaissance européenne des auteurs de la pensée arabe se limite très fréquemment à la fois aux grands réformistes des XIX^e et XX^e siècles (la pensée de Tahtawi, celle d'Ali Abdl Razek, sont connues de quiconque s'intéresse un minimum à la question) et aux « revivalistes » fondamentalistes (Mawdudi, Hassan Al-Banna). Georges Corm traite évidemment de ces auteurs. Alors que l'étude des penseurs arabes actuels est souvent négligée, son ouvrage comble une lacune, puisqu'il met en lumière des doctrines, des auteurs inconnus du public français, souvent non traduits dans notre langue. Compte tenu de l'importance géopolitique du monde arabe, monde en tension, en guerre, en instabilité politique, porter à la connaissance du public européen les débats intellectuels qui l'agitent est en soi d'un grand intérêt. L'ouvrage est clairement celui d'un grand spécialiste du monde arabe. L'auteur marque clairement une préférence et une nostalgie – même s'il ne se berce pas d'illusions – pour les penseurs laïcs et pour le socialisme arabe.

Il s'agit incontestablement d'un très bon livre, solide, assez plaisant à lire, malgré parfois une petite tendance à la complexité. Les développements sont malgré tout un peu inégaux, certains passages tendant à l'énumération, avec une tendance à l'hagiographie. Ils laissent alors quelque peu sur leur faim les lecteurs, qui aimeraient finalement en savoir plus, en particulier dans cette question fondamentale du rapport entre religieux et politique. L'auteur évoque ainsi une laïcisation de la pensée chez de nombreux auteurs. Il est intéressant de déterminer comment ils se sont arrangés de la question religieuse, quelles sont les voies intellectuelles de la distinction entre les sphères temporelle et spirituelle et leurs limites. Cet ouvrage est une mise en lumière d'un monde inconnu, on l'a dit, mais il n'est qu'une introduction – encore une fois très riche – à l'étude de celui-ci. C'est à la fois son intérêt et sa limite.

Alain DEJAMMET, *Boutros Boutros Ghali. Une histoire égyptienne*, Editions Erick Bonnier, Paris, 2015, 470 p.

Cette biographie de Boutros Boutros Ghali a été publiée quelques mois avant la mort de l'ancien Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, institution qui a transformé sa vie en destin. Elle est l'œuvre de l'un de ses familiers. De l'ambassadeur de France Alain Dejammet, on connaissait déjà la biographie de Paul-Louis Courier, aux éditions Fayard, parue en 2009 et couronnée par le prix Albert Thibaudet (*cf. AFRI*, vol. XI, 2010, p. 1025). Ouvrage brillant, remarquablement écrit, tableau de mœurs de la France au travers de la Révolution, de l'Empire et de la Restauration, comme de l'Italie du Sud au moment de l'occupation française. Le chapitre consacré à l'assassinat de Courier en 1825 et à la recherche des coupables est digne des meilleurs *thrillers*. Toutefois là ne se résument pas les qualités de l'auteur, lequel se livre avec Boutros Ghali à un exercice un peu du même registre : une biographie dans un contexte historique, culturel et géopolitique plus vaste, l'homme, le milieu, le moment pour citer Taine.

« *C'est l'histoire d'un homme qui a vécu une large part de sa vie hors de son pays [...] comme professeur, diplomate, chef d'organisations internationales [...] mais cet homme vient d'une terre très ancienne qui a créé des dieux, bâti une civilisation, accueilli, absorbé d'autres cultures, d'autres religions* », écrit l'auteur en présentation de l'ouvrage. Le chemin qu'il parcourt aux côtés de l'ancien Secrétaire général des Nations Unies traverse de multiples paysages, situations, institutions ; cet homme, qui a surtout vécu dans les bureaux, n'en a pas moins mené une vie aventureuse, passant par l'université, la diplomatie, la politique, la fonction publique internationale – toujours dans des services publics.

Avec ce livre, Alain Dejammet réussit plusieurs gageures, qu'illustrent les intitulés des sept parties qui composent l'ouvrage, correspondant aux « sept vies » de Boutros, dont chacune aurait pu combler un homme : 1) Le « Château de Faggalah : Le petit fils du Pacha » ; 2) Les universités (Paris, Le Caire, Columbia, Paris) – Docteur Ibrahim – Docteur Boutros – ; 3) Une chaise sur le Canal – Le ministre d'Etat aux Affaires étrangères – ; 4) Un balcon sur le Nil : le ministre d'Etat aux Affaires étrangères – (5) Bureau avec vue : le Pharaon, les Nations Unies et l'Amérique – (6) Rue de Bourgogne : Une nouvelle organisation internationale : la Francophonie – (7) Place Tahir et corniche du Nil : le Président du Conseil des droits de l'homme – les réalités égyptiennes.

Ces différentes séquences sont autant d'étapes d'une montée en puissance et en lumière de Boutros qu'elles sont marquées par des obstacles et des vicissitudes. C'est ainsi que, ministre égyptien, sa carrière a objectivement souffert de sa qualité de copte dans un pays à dominante musulmane ; que, Secrétaire général des Nations Unies, il s'est opposé malgré lui à l'administration américaine, à Madeleine Albright, qui voyait en lui les restes d'un vieux gentilhomme français et qui a efficacement bloqué sa

réélection ; que, juriste, internationaliste, idéaliste, progressiste, il a été confronté au réalisme épais et implacable de la vie politique internationale. Il n'a abdiqué ni ses convictions ni son indépendance, il en a payé le prix. Pour autant, on ne saurait considérer sa vie comme un échec et l'ouvrage illustre bien son ouverture créatrice et ses réalisations.

Au bout du compte, le personnage garde son mystère. Il est vrai qu'Alain Dejammet cerne de toutes parts l'homme public, son parcours et son contexte, sans chercher à sonder son intimité, ses ressorts profonds, sinon par allusions. Les liens personnels qu'il a noués avec Boutros à travers sa propre carrière diplomatique le conduisent à la réserve sur ce plan. En toute hypothèse, d'aussi près qu'on scrute un être humain, ne demeure-t-il pas une énigme, y compris pour lui-même ? De ce représentant francophone éminent du Tiers-Monde, l'auteur trace un portrait par touches successives, mais il pourrait aussi apparaître comme une boule de billard électrique jetée dans un parcours lumineux et sonore au travers d'un labyrinthe au décor changeant et on ne sait pas en définitive si la partie de *flipper* est gagnée ou perdue.

On admire le talent d'Alain Dejammet, écrivain autant que diplomate, son écriture superbe, l'ampleur et la précision de sa connaissance de milieux très différents, l'ajustement de son style aux situations – fluide et parfumé lorsqu'il parle de l'Égypte à la façon de Lawrence Durrell, épique et combatif lorsqu'il évoque les Nations Unies, légèrement épigrammatique lorsqu'il traite des bureaucraties. Rien de pédant et de pesant dans son analyse des Nations Unies, thème qu'il a largement abordé par ailleurs dans d'autres ouvrages ou articles (notamment dans *Supplément au voyage en Onusie*, Fayard, 2003), mais une vision concrète et dynamique d'une sorte de tribu diplomatique où se nouent et se jouent calculs et intrigues. Aussi l'intitulé de l'ouvrage est-il un peu restrictif par rapport à la fresque des relations internationales qu'il dresse comme en passant, pour notre instruction et notre plaisir.

Serge Sur

Michel ELTCHANINOFF, *Dans la tête de Vladimir Poutine. Essai*, Solin/Actes Sud, Paris, 2015, 175 p.

Michel Eltchaninoff, rédacteur en chef adjoint de *Philosophie Magazine*, se livre à un exercice intellectuel singulier, consistant à relever, sur la base de ses discours, les références philosophiques fondamentales du Président de la Fédération de Russie. Sur ces éléments de preuve concrets, il fait alors l'hypothèse selon laquelle il peut s'installer dans le cerveau de Vladimir Poutine pour en dévoiler le contenu idéologique et politique. Il est vrai que le maître du Kremlin reste encore une énigme pour le monde occidental, aussi bien au regard de sa rapide conquête encore mal élucidée du pouvoir que par l'évolution de ses pensées depuis deux décennies. Pour Michel Eltchaninoff, Poutine serait aujourd'hui inspiré par

les idées de philosophes ou penseurs russes, notamment par Ivan Ilyine, Nicolas Berdaïev et Vladimir Soloviev. Pourtant, il n'est réputé ni pour ses ambitions intellectuelles, ni pour sa culture philosophique. C'est d'abord un homme pragmatique, patriote, élevé comme un citoyen soviétique de base, partisan d'une défense nationale solide fondée sur le renseignement et la force militaire, qui veut redonner un sens et un destin à la Sainte Russie. En ce sens, il est plus proche du patriotisme de Staline que de l'internationalisme de Lénine. Si, dans un premier temps, Poutine a semblé intéressé par les « valeurs occidentales » et par l'économie de marché, depuis 2013, face aux avancées des lois libertaires européennes et de l'Alliance atlantique en Europe, il est devenu plus conservateur, partisan d'une démocratie « souveraine » respectueuse de l'ordre, attaché au respect de la morale religieuse, désireux de choisir une voie économique et sociale spécifique, une Voie russe soutenue par la force renouvelée de son armée. Le modèle ne sera pas anglo-saxon, il sera d'abord russe. Aujourd'hui, Vladimir Poutine est toujours officiellement opposé à la restauration d'une idéologie d'Etat, il ne veut plus être enchaîné à un carcan idéologique, en tout cas à un système de réflexion dont il ne serait pas à l'initiative ou en accord au moins conjoncturel. D'un point de vue économique, il s'agit aussi pour lui de se libérer du *diktat* de la finance internationale et, au contraire, en bon judoka, de l'utiliser à des fins pragmatiques pour renforcer la puissance de la Russie.

Les convictions des hommes peuvent parfois évoluer au gré d'événements imprévus dans leur émergence, leur intensité et leurs effets. Le Poutine libéral de Saint-Pétersbourg, se référant notamment au pacifisme et aux valeurs démocratiques d'Emmanuel Kant, ne l'était que de manière provisoire, voire de façade. Sa volonté d'inscrire la Russie dans l'Europe a été progressivement affaiblie par l'évolution récente des relations internationales jugées peu satisfaisantes pour les intérêts de la Russie, notamment avec l'essor territorial et politique de l'OTAN et de l'Union européenne. Il tourne de plus en plus son regard vers l'Inde et la Chine, deux partenaires du groupe « BRICS », dans le cadre d'un projet eurasiatique encore à construire. Il désire ainsi contrecarrer les politiques jugées agressives des pays occidentaux, qui repoussent la Russie « *sur les bas-côtés de la politique européenne* ». Vladimir Poutine ne perd pas de vue les pays ayant appartenu à l'empire soviétique. Il fait d'ailleurs souvent référence aux Russes habitant encore dans ces territoires, qu'il n'hésitera pas à protéger si nécessaire.

Aujourd'hui, le philosophe Ivan Ilyine est devenu sa référence dans la plupart de ses discours. Ennemi de la révolution bolchevique et national impérialiste, celui-ci proposait en son temps une démarche religieuse combattante. Il se déclarait hostile aux puissances étrangères qui cherchaient à s'emparer des territoires amis devant rester sous le contrôle « *naturel* » de la Russie. Il revendiquait une armée forte et il condamnait l'impuissance de la non-violence revendiquée par Tolstoï. Il défendait la

« *verticale du pouvoir* » ou même la « *dictature démocratique* ». Un instant contempteur du nazisme, il a surtout prôné la présence au sommet de l'Etat d'un guide dévoué à la Russie et à ses valeurs religieuses.

Sur cette base, soutenu par le Patriarche de Moscou et de la Russie, Vladimir Poutine inscrit sa politique dans un mouvement « conservateur », avec des bases morales et éthiques reposant sur les valeurs chrétiennes traditionnelles, notamment la défense de la famille et le combat contre l'homosexualité. Pour lui, la nouvelle Russie ne peut pas être dépendante des seules valeurs marchandes, elle doit avoir pour ambition de devenir la gardienne des valeurs chrétiennes authentiques. Elle suppose aussi une nouvelle interprétation de la liberté d'expression et des droits de l'homme, vers une « démocratie souveraine ». Enfin, la Russie ne peut devenir le vassal d'un monde unipolaire et elle ne peut pas accepter d'être encerclée par les forces agressives de l'OTAN. Pour conforter sa politique et son engagement en faveur d'une Russie forte, Vladimir Poutine cite régulièrement des penseurs aussi différents que Leontiev (Chrétien au radicalisme virulent), Soljenitsyne (ce dissident devenu favorable à l'émergence d'une « voie russe » et d'un pouvoir fort), Dalilevski (partisan de l'union des Slaves), Goumilev (adepte d'une puissance eurasiennne opposée à l'Occident) ou Dostoïevski (celui qui, dans *Les Démons*, s'oppose à l'*intelligentsia* libérale et socialiste pro-occidentale). Les citations de penseurs aussi différents mettent en évidence l'utilisation opportuniste qu'il fait de leurs textes, dont les contenus généraux sont souvent contradictoires, voire antagonistes.

Si Vladimir Poutine a parfois dénié une vocation impériale à la Russie, il se propose néanmoins de restaurer son honneur fané par l'effondrement du système soviétique et la violence de la transition. Il n'a pas vraiment renoncé au mirage de la reconstitution partielle de l'empire russe, même par les armes et la guerre. La « Voie russe » s'adresse aussi, à plus ou moins long terme, à ses voisins, notamment l'Ukraine et la Biélorussie. L'Eglise orthodoxe soutient et accompagne cette politique, qui défend ses propres valeurs conservatrices.

La présentation de Vladimir Poutine par Michel Eltchaninoff est intellectuellement intéressante, mais elle est aussi un peu artificielle. Il n'est pas certain que les auteurs présentés comme ses « inspireurs » aient été lus et suivis par le chef de la Fédération russe, un homme très pragmatique, entouré de quelques conseillers éminents, lesquels donnent de la profondeur à des pensées ou idées qui lui sont propres. Pour justifier la nouvelle « Voie russe », il faut lui donner aussi une nourriture historique, pêchée dans les textes anciens. Cependant, les citations n'impliquent pas toujours la connaissance de l'intégralité du discours de ceux qui les ont pensés et écrits. Elles servent souvent à conforter un message, soit par une présentation élégante et synthétisée d'une pensée, soit par la recherche d'un appui historique significatif d'hommes politiques ou d'une *intelligentsia* bien ciblée. Comme Monsieur Jourdain ne connaissait pas ce qu'était la prose, il est possible que Vladimir Poutine ait ainsi exprimé

ses propres idées sans nécessairement savoir *a priori* quels étaient les philosophes qui, en leurs temps, avaient exprimé des pensées similaires. Ses conseillers ont pu l'aider dans cette recherche de référents historiques. En évitant de citer Voltaire, il a en tout cas évité de dire que son dernier livre lu s'appelait « Zadig et Voltaire »..., ce qui laisse quand même encore un peu de crédibilité à la capacité de Michel Eltchaninoff d'être « dans la tête de Poutine ».

Jacques Fontanel

Patrick FRANCESCHI, *Mourir pour Kobané, Equateurs, Paris, 2015, 144 p.*

L'auteur est un aventurier, écrivain de marine, signataire de nombreux ouvrages, romans, poésie, essais. Il raconte ici ses séjours auprès des Kurdes de Syrie et son soutien actif à leur cause au cours des deux ou trois dernières années, avec quelques retours en arrière sur ses engagements plus anciens. Ce bref récit est vivant, bien mené, agréablement écrit, en cours chapitres faisant des allées et venues dans le temps et entre les lieux. Franceschi a connu l'Afghanistan du côté du *djihad* ; il compare souvent les situations, regrette l'absence de l'Europe sur le terrain. Peut-être est-il parfois emporté par sa plume (beaucoup d'événements à la baïonnette dans les tranchées), mais l'argumentation n'est jamais oubliée.

Après un début *in medias res*, les données historiques et politiques sont livrées peu à peu, sans dissertation initiale : Kurdes d'Iraq, de Syrie, de Turquie ; chute de l'Empire ottoman ; frontières du Traité de Sèvres ; démêlés avec l'Iran et l'Union soviétique ; première guerre du Golfe ; invasion américaine de l'Iraq ; Printemps arabe en Syrie ; montée en puissance de Daech. Franceschi combat auprès des Kurdes, épouse leur cause d'un Islam modernisé, démocratisé, laïcisé, féminisé, admire les guerrières (« *amazones de feu et de fer* »), rencontre les djihadistes prisonniers. Le tout est ponctué de citations des grands textes stoïciens qui donnent de la hauteur de vue au propos. Kobané devient au cours du siège de l'été 2014 le « *symbole du David kurde démocratique bravant le Goliath islamiste fanatique* » (pp. 38-39). L'ambivalence turque est soulignée et la leçon pour la France est lucide : « *Vous pouvez faire ce que vous voulez, ça ne changera rien si ces Musulmans [français] sont salafistes. Ils ne peuvent pas vous aimer* » (p. 76). Bref, une excellente petite initiation aux subtilités du Kurdistan, bastion éclairé coincé entre Iraq, Syrie et Turquie et attaqué par le califat. Notre baroudeur mêle habilement analyse géopolitique et sagesse méditative et il sait tenir son lecteur en haleine. Ses tirades sont parfois hagiographiques, mais pourquoi pas ? On en ressort instruit et admiratif de la résistance kurde et du courage de l'auteur.

Antoine Compagnon

Jacques FRÉMEAUX, *La Question d'Orient*, Fayard, Paris, 2014, 614 p.

Jacques Frémeaux est professeur d'Histoire contemporaine à l'Université Paris-Sorbonne (Paris IV, France). Il a beaucoup travaillé et publié sur les questions coloniales et il est un spécialiste reconnu du Moyen-Orient. Son œuvre comprend déjà une quinzaine d'ouvrages sur des sujets connexes. Celui-ci consiste en un texte de 500 pages, complété par des annexes précieuses qui attestent sa qualité universitaire.

Il s'agit donc d'un livre d'historien, qui n'est que partiellement un livre d'histoire puisque les questions contemporaines sont toujours présentes, spécialement l'opposition entre un Occident multiple et un Orient de plus en plus dominé par l'Islam dans ses diverses variantes. A partir de l'Antiquité, mais surtout du XVIII^e siècle, l'auteur présente une ambitieuse synthèse de leurs relations et déchirements. On mesure la référence à Albert Sorel et à sa *Question d'Orient au XVIII^e siècle*, un ouvrage préparatoire à sa somme sur *l'Europe et la Révolution française*. Toutefois, dans son approche, l'ouvrage évoque plutôt la tradition de l'histoire des relations internationales, celle de Pierre Renouvin et Jean-Baptiste Duroselle notamment.

Le point de vue est évidemment occidental. Il est également largement interétatique, dans la mesure où les tribulations des civilisations, des empires, de l'histoire sont largement pesées au trébuchet des politiques étatiques, des rivalités de puissance, des guerres. Pour autant, l'auteur ne se limite pas à cette histoire diplomatique ou l'aborde de façon élargie. Il intègre ainsi dans son parcours les diverses dimensions de la puissance des Etats, culturelles, politiques, économiques, militaires...

On admire la maîtrise par l'auteur d'une histoire particulièrement complexe, toujours présentée de façon didactique. Synthèse sans doute, mais aussi démarche plus analytique puisqu'elle déroule un récit constitué par divers segments et épisodes. On trouve alors le reflet de la stagnation, du retour du même dans des contextes différents qui caractérise son sujet. Il ne s'agit pas d'un essai, dans lequel l'auteur défendrait une thèse et choisirait les arguments qui la soutiennent, mais d'une observation attentive et ouverte, encadrée par les outils intellectuels de la théorie réaliste classique des relations internationales. Elle a entre autres mérites celui d'être présentée avec clarté et de se lire agréablement.

Sans doute pourrait-on marquer une limite de l'ouvrage, qui parcourt des chemins bien explorés et les éclaire plus qu'il ne les défriche. Cependant, à une époque d'hyper-spécialisation des chercheurs, où se multiplient les monographies sur les objets les plus étroits, il est heureux de pouvoir disposer de synthèses et de fresques qui proposent à leurs lecteurs des cadres plus larges de réflexion et de mise en perspective, avec une langue claire et vivante. Le fait que le livre soit publié dans *Biblis*, collection de poche des éditions du CNRS, le rend également très accessible à un large public.

Fabrice MONNIER, *Atatürk. Naissance de la Turquie moderne*, CNRS Editions, Paris, 2015, 350 p.

Le livre de Fabrice Monnier se lit admirablement bien. Il entraîne le lecteur auprès d'Atatürk, seul dictateur de la première partie du XX^e siècle qui reste célébré de nos jours. Lors de la date anniversaire de son décès, tout le pays observe, encore aujourd'hui, deux minutes de silence et les sirènes retentissent, alors même que la Turquie connaît une vague de réislamisation avec la politique inspirée par l'AKP d'Erdogan.

Atatürk était issu d'un milieu provincial très modeste, sans appui particulier. L'école coranique nivelait les différences sociales pour le temps de l'étude et le sultan-calife pouvait élever aux plus hautes responsabilités des hommes d'extraction humble qui s'étaient distingués. La société ottomane favorisait en effet l'ascension vers de hautes responsabilités des sujets les plus méritants, ce dont bénéficie le jeune Kemal, qui réussit à entrer dans une école d'officiers. Il sera l'homme qui parviendra à abattre une monarchie, certes décrépite, vieille de plus de 600 ans.

L'armée lui permet de constater, pour le déplorer, l'état de délabrement de l'administration de la Sublime Porte, qui heurte son sentiment national et qu'il ressent, comme nombre de ses coreligionnaires militaires, comme humiliante. Il en attribue la responsabilité à Mehmet V (1844-1918). Il en conçoit l'idée qu'il convient de renverser la monarchie ; il mûrit dès lors le projet – tel un plan de campagne militaire – de mettre fin au sultanat et d'ainsi régénérer le pays en instaurant une république laïque. Il fallait pour cela vaincre beaucoup d'obstacles, venir à bout de l'entourage du calife, lutter contre les membres du très influent comité Union et Progrès, qui sera, d'ailleurs, à l'origine du massacre des Arméniens. Il fallait aussi beaucoup de chance. Dès sa formation militaire, Atatürk milite, avec tous les risques que cela comporte, dans des clubs révolutionnaires. Il est arrêté, risquant la peine de mort, mais est tiré d'affaire par des officiers amis qui le protègent de la police politique du Sultan. Nommé à Salonique, il fréquente des organisations maçonniques très actives, d'obédience italienne. La critique contemporaine des milieux islamistes sur l'action de laïcisation de la société turque se fonde sur ce qu'ils tiennent pour certain – à savoir qu'Atatürk se serait rallié à la maçonnerie, ce qui n'a jamais été établi. D'ailleurs il la fait interdire en 1935.

A l'issue de la Première Guerre mondiale, Atatürk occupe une position importante en tant que commandant d'une armée en Anatolie. Devant la déliquescence du pays, il franchit le Rubicon en juin 1919 en lançant un appel à la constitution d'un Congrès national, geste qui s'apparentait à une rébellion contre le gouvernement. Les événements s'enchaînent alors rapidement. Atatürk s'affirme comme figure incontournable de la rébellion. C'est lui, contre l'avis de ses proches soutiens, qui refuse la solution traditionnelle de la déchéance du monarque et son remplacement par un de ses parents. Il rejette aussi la demi-mesure qui aurait consisté à séparer le

sultanat du califat. Son obstination vient à bout des résistances et permet de créer la République, en octobre 1923, lors de ce qui s'apparente à une forme de coup d'Etat. Sans cette détermination, Istanbul serait toujours la capitale califale et la Turquie ne serait pas née.

Le livre de Monnier regorge de très nombreuses informations, par exemple celles qui ont trait aux liens tissés entre kemalistes et bolcheviques – Frounzé signe avec Atatürk, en décembre 1921, une convention secrète de nature politique et militaire – ou encore aux atermoiements français et britanniques face à la politique de la nouvelle République – voire aux reniements de la parole donnée lorsque, par exemple, Paris donne l'ordre d'un désengagement de Cilicie face aux avancées de l'armée turque. Cet ouvrage éclaire d'une façon lumineuse la naissance de la Turquie moderne et, à ce titre, mérite de figurer dans toute bibliothèque.

Yves Boyer

Thierry DE MONTBRIAL, *Une goutte d'eau et l'océan. Journal d'une quête de sens*, Albin Michel, Paris, 2015, 368 p.

Une goutte d'eau et l'océan – Journal d'une quête de sens : voici un livre qu'on aborde avec beaucoup de curiosité, tant il éloigne des écrits et préoccupations habituelles de Thierry de Montbrial. Il est ici question de vie intérieure. Au passage, toujours dans des espaces imaginaires, on apprend que l'auteur a préfacé une traduction en roumain de *La Recherche*. On ne le savait pas proustien. En revanche, on le savait voyageur, on le savait également diariste, puisque plusieurs volumes de son journal sont déjà parus, de sorte qu'on peut penser qu'un Journal central, commencé en 1976, sert de matrice à un découpage rationnel, régional ou thématique – *Journal de Roumanie* (2012), *Journal de Russie* (1977-2011)...

Cette méthode de publication du *Journal* donne de l'homogénéité à chacun des volumes. Elle évite la fragmentation des diaristes, image de leur réactivité à l'actualité, au vagabondage de leur pensée, au frégolisme de leur narcissisme. Elle repose sur une sélection qui élimine les répétitions, voire les ressassements, fréquents dans ce type d'ouvrages. On songe à Claude Mauriac, qui procédait également à des regroupements thématiques – mais *Le Temps immobile* donnait une impression inverse, de piétinement, de surplace, là où cette méthode conserve la dynamique du temps. Le temps est même un objet, voire plus, le ressort du *Journal* de Thierry de Montbrial.

Un *Journal* au demeurant n'est-il pas toujours une protestation contre le temps ? Le temps comme complexité des événements et recherche des mouvements dominants, mais aussi comme leur retournement ou leur négation, le temps comme ce qui jamais plus ne sera mais a été, le temps comme ce qui vient, béance où Etre et Non-Etre s'équilibrent et jouent leur chance. Etre et Non-Etre : telle paraît être l'interrogation, mélange de curiosité, d'impatience et de recherche, de la réflexion qui anime ce

registre du diariste. Non pas à la manière de Parménide, l'Être est, le Non-Être n'est pas – plutôt, Être et Non-Être ne sont sans doute pas ce qu'on croit, mais quoi ?

Il est donc logique que cette dimension du *Journal* porte sur la métaphysique et la religion. Arrière-monde des jardins visibles de l'auteur, antonyme de la rigueur scientifique, des mathématiques sévères, des calculs abstraits ou intéressés de l'économie, du réalisme impitoyable de la politique. A l'inverse, vertige de la diagonale du vide, hésitation entre la finitude et l'indéterminé, entre le rationalisme de la nécessité et le sentiment océanique du sacré, entre le sujet solitaire et glacé et la béance fusionnelle d'une âme collective, entre la sérénité d'une question philosophique objective et l'inquiétude d'un doute subjectif... En attendant Godot : ou bien il est venu et personne ne l'a reconnu ou bien il ne viendra pas et cela pourrait revenir au même – certains pensent qu'il est venu sous la forme de Lucky.

Dans cette réflexion métaphysique, deux caractéristiques frappent. Premièrement l'œcuménisme, non seulement chrétien, mais à l'égard de toutes les religions, avec une attention particulière au bouddhisme, sans négliger le soufisme. Il ne s'agit donc pas de justifier une croyance, une démarche de conversion, mais de la recherche d'un chemin, quel qu'il soit, qui mène... nulle part, dirait Heidegger. Une transcendance qui se dérobe, un lien vertical avec l'Être, mais pourquoi pas une immanence, voire une pluralité des univers, des chuchotements indéchiffrables derrière des membranes invisibles que la science pourrait subodorer, des spéculations intellectuelles toujours en voie de confirmation ou de démolition ?

Les Grecs, toujours logiciens et roublards, qui adoraient énigmes et labyrinthes, posaient par exemple le problème suivant : un voyageur se rend à Delphes consulter la Pythie mais ne connaît pas le chemin. Il arrive à un croisement entre deux routes. A l'entrée de chacune d'elles se tient un vieillard qui connaît la solution. Le voyageur, prévenu, sait que l'un ment toujours et que l'autre dit toujours la vérité. Il sait aussi qu'il n'a le droit de poser qu'une seule question, indifféremment à l'un ou à l'autre des deux vieillards. Quelle question doit-il poser et auquel ? Cette énigme comporte une solution, assez simple. Au fond, la démarche de ce *Journal* consiste à rechercher la question mais, à la différence de la logique grecque, de quelque manière qu'on la retourne, on n'en saurait trouver la formulation.

Deuxième caractéristique : plus qu'un dialogue avec l'indéfini, plus qu'une introspection mystique, la sortie du labyrinthe, la recherche passe par le recours à des témoins, morts ou vivants – ce qui permet quelques échappées plus mondaines vers des questions terrestres, un itinéraire intellectuel, affectif et familial. La religion est un lien vertical et un lien horizontal, social ou sociétal, et le sentiment s'impose que l'auteur passe par l'horizontal pour atteindre le vertical. Très différent le duc de Saint-Simon par exemple, cité dans le *Journal*, esprit religieux s'il en fut et qui

ne parle presque jamais de sa foi, laquelle relève de l'indicible, tout comme la musique sacrée de la Contre-Réforme exprime sans commentaires cette volupté fusionnelle de l'accord avec Dieu dans l'adoration. Point commun avec les Protestants et les Jansénistes.

Au fond, Thierry de Montbrial rejoint Pascal – dont il parle sans tendresse excessive pour Jean Mesnard, l'un de ses spécialistes... –, Pascal qui écrivait : la seule chose qui intéresse l'homme, c'est l'homme. Derrière l'intérêt de l'auteur, voire son inquiétude, une immense curiosité pour les êtres humains et aussi une grande empathie. C'est là sans doute que transparaît le plus un sentiment religieux : le désir de connaître, le plaisir d'admirer. Qualités rares, tant on est tenté de se replier sur des certitudes pauvres et de dénigrer ce qu'on ne connaît pas. Le *Journal* est rempli de notations admiratives à l'égard de témoins multiples et très différents et on sent qu'est sincère ce goût pour l'admiration qui conduit à faire le portrait et l'éloge de personnalités variées, actives dans différents domaines.

Au nombre des nombreux auteurs évoqués, certains paraissent bénéficier d'une attention particulière (Bergson, Zweig par exemple). On peut préférer le second. Julien Green, mentionné au passage, écrivait qu'au bout de quelques siècles tous les squelettes se ressemblent. Thierry de Montbrial ne ratifierait probablement pas cet aphorisme, non seulement parce que son *Journal* ne comporte aucune morbidité, mais aussi parce que la singularité des esprits le frappe autant que leurs convergences. Une exception peut-être : l'intérêt pour les cardinaux, dont la pourpre érode les personnalités mais qui lui semblent marqués d'un signe particulier, à l'instar de Balzac qui croyait au « don des Ducs ».

Ajoutons encore un goût marqué pour le monde des Balkans et plus largement danubien – le Danube, qui finit une longue course erratique dans une mer fermée et dans une sorte de dissolution entre terre et mer, le Danube fleuve nihiliste où toute énergie semble s'abolir dans l'absurde cher à ses intellectuels... L'opposé du Rhin, fleuve puissant, énergétique, où se forment les grands empires et se développent les grandes entreprises. Il est métaphorique qu'une quête de sens sans repères précis se place dans le contexte aquatique, de l'océan sans doute, mais aussi et peut-être d'abord sur les rives et dans les courants d'un fleuve chargé d'histoire, à la confluence des invasions, des religions, toujours à la frontière, dans l'entre-deux, dans l'indéterminé et qui jamais n'a été la colonne vertébrale d'une domination unique.

On aimerait discuter avec l'auteur livre en main pour reprendre ou débattre de nombre de points, revenir sur beaucoup d'auteurs qu'il cite, sans nécessairement entrer dans la quête métaphysique qui est la sienne. Quête, parce qu'aucune conviction exclusive n'est affirmée, que la démarche n'est pas de persuader le lecteur mais plutôt de témoigner d'un questionnement humaniste. Le beau, le bon, le vrai : l'idéal est socratique, la méthode ne l'est pas. L'Être est, le Non-Être n'est pas... On pourrait interroger Thierry de Montbrial sur les Présocratiques, qui ne sont que

peu mentionnés, alors que les théories scientifiques les trouvent encore sur leur chemin, semble-t-il. Un point d'accord pour conclure : la distinction tripartite entre le corps, l'esprit et l'âme. Ce *Journal* est du côté de l'âme, une goutte d'eau sans doute, mais aussi l'océan tout entier.

Serge Sur

